

L'OPÉRATION BOLÉRO-PAPRIKA pour votre culture

Principalement des individus issus des pays de l'Est (Paprika) 1 et des Espagnols (Boléro). Nous ne pouvons ici que relever le sens de l'humour de la Sûreté du territoire, qui a procédé aux arrestations. Le volet Boléro, ici au centre de notre étude, concerne au départ 251 individus espagnols, principalement d'anciens guérilleros : 75 d'entre eux n'ont pu être appréhendés par les services de police ayant auparavant fui leur domicile, mais 176 membres du PCE (sur quelques 10 000 membres du parti) sont arrêtés pour intelligence avec un pays étranger et participation à la préparation d'un coup armé contre la France (il n'y a pourtant jamais eu de procès). Sur ces 176 individus arrêtés 2, 142 sont placés en résidence surveillée en Algérie et en Corse, un seul bénéficia finalement d'une annulation de son expulsion et 33 sont directement expulsés en RDA via Strasbourg par le ministère de l'Intérieur. Ces arrestations sont suivies par l'adoption d'arrêtés d'interdiction des mouvements et des publications communistes 3. Le Parti communiste espagnol (PCE) est alors placé hors la loi en France et ne retrouve d'existence légale qu'en 1977 en Espagne. Les arrestations se déroulent de manière expéditive : des policiers français perquisitionnent les domiciles, ordonnent de prendre le strict nécessaire, et séparent les individus de leur famille. Certains sont même arrêtés sur leur lieu de travail. Quelques jours plus tard, ils sont assignés sur l'ensemble du territoire français. à résidence en Algérie ou en Corse ou bien expulsés de France vers la RDA.

Les justifications avancées par l'État français

L'État français justifie rapidement l'utilité de cette opération. Au soir du 8 septembre 1950, le ministre de l'intérieur, Henri Queuille, publie un communiqué qui replace cette opération dans une perspective idéologique de guerre froide. Il y affirme de manière implicite l'incompatibilité entre asile et engagement prosoviétique : « La France entend demeurer hospitalière aux exilés et aux proscrits qui veulent vivre à l'abri de ses lois. Mais le gouvernement est décidé à ne pas tolérer les agissements étrangers qui profitent de l'hospitalité républicaine et française pour mener une oeuvre de trahison et de démoralisation. » Des protestations s'élèvent : deux lettres de la Ligue des droits de l'homme (LDH) rappellent à la France le combat des guérilleros durant la Seconde Guerre mondiale et le PCF instruit « au grand jour le procès de s'émeut, par la main de son président, du sort réservé aux communistes espagnols. En effet, le président « s'élève une fois de plus contre l'application abusive de l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur le séjour des étrangers » et dénonce le fait que « l'exception (recourir à l'expulsion sans au préalable en référer à une commission rogatoire) est devenue la règle ». Il en appelle alors « à l'homme de coeur », au « républicain (qui) n'acceptera pas que soient ainsi traités plus cruellement que des ennemis des hommes qui se sont exposés pour que la France soit libre ». Dans sa réponse, le président du Conseil justifie les raisons qui l'ont « poussé à agir vite et sans préavis ». Il écrit alors que « si 150 Espagnols environ ont pu être appréhendés lors des opérations incriminées, 75 avaient quitté leur domicile parmi lesquels 9 seulement ont pu jusqu'à présent être découverts ». Il ajoute

que tous les Espagnols concernés par cette opération « appartenaient au PCE ou à ses organisations annexes et y militaient activement » et que tous « obéissaient aveuglement à des consignes venues de l'extérieur ». Pour conclure, il revient sur le statut de résistants de nombre d'entre eux, qui, selon lui, « ne leur confère pas le droit d'abuser d'une générosité qui n'a pas attendu pour se manifester qu'ils aient combattu aux côtés des Français dans notre armée ou dans la Résistance 1 ».

On ose ici espérer qu'il ne fait pas référence à l'accueil réservé aux guérilleros lors de la Retirada lorsque ces derniers ont été internés dans

Il termine sa lettre sur un commentaire empreint d'anticommunisme dans le contexte de la guerre froide : « Il n'implique pas pour eux de constituer sur le sol français de véritables organisations de combat aux ordres d'une puissance étrangère ».

Les signes avant-coureurs

Dès février 1950 (et donc sept mois avant le déclenchement de l'opération), le préfet de Haute-Garonne envoie deux rapports au ministre de l'Intérieur concernant l'hôpital Varsovie et l'entreprise Fernández-Valledor 3, tous deux considérés comme soutenant financièrement et matériellement les guérilleros espagnols et plus particulièrement le PCE. Dans un rapport du 6 février 1950, il souligne les liens entre l'entreprise et le PCE. Il note que : « cette société d'exploitation forestière [...] pourrait devenir un moyen d'action redoutable entre les mains du PCE et en conséquence du PCF. [...] Le PCE dispose en conclusion dans le Sud-Ouest de la France [...] d'une réserve de cadres d'éventuelles troupes de choc, éléments d'élite sur lesquels pourrait compter à l'occasion le PCF [...] » Le lendemain, il envoie un autre rapport rendant compte des liens entre l'hôpital Varsovie et le PCE. Il estime alors que l'hôpital Varsovie est « dirigé et administré par des personnalités dont les liens avec le PCF et le PCE, voire avec le Kominform, sont flagrants » et évoque « le danger qu'il représente pour la Sécurité en raison de sa réputation de couverture du Kominform ».

Dans ce même rapport, l'Amicale des anciens FFI et résistants espagnols est elle aussi incriminée :

« L'Amicale et le PCE sont si étroitement liés qu'on pourrait les identifier l'un à l'autre. Ses chefs [...] sont parmi les noms les plus marquants des militants communistes inféodés au Kominform en France. » La plupart des noms cités dans ces rapports (dirigeants de l'entreprise Fernández-Valledor, membres du personnel traitant et auxiliaire de l'hôpital, dirigeants de l'Amicale) se retrouvent sur les listes des individus à appréhender lors de l'opération Boléro-Paprika. L'Amicale est, quant à elle, interdite en septembre 1950. Cette opération ne s'achève pas en septembre 1950 mais se poursuit encore de longs mois, conduisant à l'arrestation de nombreux individus non appréhendés durant le coup de filet de septembre. Certains des communistes non appréhendés lors de l'opération Boléro-Paprika trouvent Les diverses causes de l'opération Boléro-Paprika ; guerre froide, anticommunisme, politique franco-espagnole, influence des États-Unis.

Plusieurs historiens se sont intéressés à cet épisode de l'histoire de France : il nous faut citer ici les articles et ouvrages d'Enrique Líster, Phryné Pigenet, Geneviève Dreyfus-Armand, Jean Mortier et Harmut Heine ¹ qui, chacun, ont avancé des théories explicatives à cette opération.

Résultat de la bipolarisation des relations internationales ?

Cette opération est à replacer dans un contexte complexe et particulier. En 1950, l'affrontement entre le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest

prend une dimension nouvelle du fait de la bipolarisation des relations internationales et de la militarisation du conflit avec le déclenchement de la guerre de Corée en juillet. Parallèlement à la dégradation des relations franco-soviétiques amorcée dès le début de 1947 et confirmée en novembre de la même année lors de la conférence de Londres et de l'expulsion d'une vingtaine de citoyens soviétiques du camp de Beauregard, le gouvernement français se place résolument sous l'influence des États-Unis, comportement qui remonte à 1946 lorsque l'inflation galopante et les difficultés financières l'ont obligé à se tourner vers les États-Unis pour obtenir leur appui. Les accords Blum-Byrnes du 28 mai 1946 accordent à la France la liquidation de ses dettes de guerre dont le montant peut être affecté à la reconstruction ; aucune condition politique n'y est ouvertement posée, mais d'une part, le gouvernement doit accepter de laisser entrer librement des produits américains et d'autre part, il est bien évident qu'elle ne peut négliger la portée de certains conseils en ce qui concerne l'orientation de sa politique et le rôle qu'y jouent les communistes.

De plus, la création de l'OTAN en 1949 constitue un pas décisif dans la création d'un système de défense de l'Occident face au bloc communiste. Comme le souligne Enrique Líster ¹, l'Hexagone constitue alors une des pièces maîtresse du bloc militaire occidental de par sa situation géographique et son potentiel militaire. De même l'Espagne, de par son ouverture sur l'Atlantique Nord et la Méditerranée et qui, de plus, est présente sur les côtes nord-africaines, représente un espace géostratégique d'intérêt capital.

Amalgame entre stalinisme et combat antifranquiste ?

Le durcissement idéologique qui s'ensuit fait la part belle à l'anticommunisme dans le discours politique français, thème qui s'avère être mobilisateur à l'époque. Prenons pour exemple un discours tenu par Léon Blum le 21 novembre 1947 devant l'Assemblée nationale dans lequel il déclare : « déclaré la guerre à la démocratie française. D'autre part, il s'est constitué en France un parti dont l'objectif [...] est de dessaisir la souveraineté nationale de ses droits fondamentaux. »

Le PCE est naturellement englobé dans ce « communisme international qui avait déclaré la guerre à la démocratie française ». L'amalgame entre stalinisme et lutte antifranquiste ², la perte d'influence du PCF dès 1947 ³, l'alignement de la France derrière les États-Unis : tous ces éléments jouent en défaveur du PCE.

Parallélisme entre l'évolution des relations franco-espagnoles et traitement

des communistes espagnols ?

Le parallélisme entre l'évolution des relations franco-espagnoles et le traitement des communistes espagnols est une explication qui ne peut être négligée. Jusqu'en 1946, le gouvernement français soutient de manière ferme les républicains espagnols et adopte une stratégie internationale de condamnation du régime franquiste 1. Pourtant, « la continuité du régime franquiste n'est pas sérieusement menacée par la condamnation, surtout morale, prononcée par l'ONU. La France ne peut que constater les réticences de ses alliés à définir des sanctions précises et leur souci primordial de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays tiers 2 .»

L'Hexagone commence aussi à s'inquiéter pour ses positions économiques en Espagne 3. Deux accords commerciaux et financiers sont signés à Madrid le 8 mai 1948 et le 14 juin 1949. À partir de ce moment, les plaintes de Madrid concernant l'activité politique des réfugiés espagnols en France sont de plus en plus fréquentes. Geneviève Dreyfus-Armand relève par ailleurs que « jusqu'en 1948, les doléances du gouvernement espagnol sont laissées sans réponse mais, à partir de la fin 1949, elles commencent à être prises en compte 4 ».

L'isolement du régime franquiste est lui aussi remis en question : en août 1950, les États-Unis accordent un prêt à l'Espagne et, le 4 novembre de la même année, l'ONU annule sa résolution du 12 décembre 1946, qui interdisait aux États membres d'avoir des relations diplomatiques avec l'Espagne. La France, quant à elle, rétablit ses relations diplomatiques avec l'Espagne franquiste en décembre 1951. Nous ne pouvons ici que souligner le parallélisme entre l'amélioration des relations franco-espagnoles et la dégradation des relations entre le gouvernement et les républicains espagnols.

Éradiquer toute activité politique étrangère dans l'espace national ?

De même, à travers cette opération, la France obéit à une longue tradition : le refus opposé aux étrangers d'avoir une activité politique propre. Dans les esprits de l'époque, la présence sur le territoire français d'un PCE actif, structuré et intégré dans la société française représente une menace et son expulsion ou son placement en résidence surveillée constitue alors une manière de contrôler l'ennemi sur son territoire et d'éradiquer toute activité politique étrangère dans l'espace national. On remarque cette dénonciation de l'ingérence du PCE dans les affaires intérieures françaises dans de nombreuses lettres que les préfets font parvenir au gouvernement : « La question espagnole ne présente plus qu'un intérêt réduit pour les réfugiés qui se sont rendu compte que sa solution ne dépendait ni du gouvernement espagnol en exil, ni d'eux-mêmes. Aussi certains ont-ils tout naturellement tourné leur regard vers la politique française et son évolution dont beaucoup pensent qu'elle serait de nature, le cas échéant, à influencer très sérieusement sur l'évolution de la situation en Espagne. Cette ingérence dans les affaires politiques françaises est essentiellement le fait du PCE dont plusieurs responsables ont quitté pendant quelques jours le département lors des grèves de décembre à destination de Toulouse [...] Je ne suis pas en mesure d'apporter des précisions sur le rôle que les membres du PCE peuvent jouer

dans la lutte clandestine dans leur pays mais j'ai quelque raison de supposer que leur champ d'activité se trouve, pour

Ce qui dérange ici, ce n'est pas l'activité politique antifranquiste, mais l'ingérence des communistes dans la vie politique française. De même, le souci des préfets est centré sur le PCE ; ils ne considèrent pas les autres fractions politiques espagnoles avec la même méfiance. Par exemple, dans une lettre du préfet de l'Aude au vice-président du Conseil « La présence dans mon département de nombreux guérilleros espagnols qui d'après les renseignements que j'ai pu obtenir sont considérés par le PC comme des troupes de choc spécialement destinés à se trouver à la pointe du combat en cas de troubles. [...] Je me permets d'insister à nouveau sur la nécessité qu'il y aurait à éloigner ces étrangers du territoire français 1. » L'idée d'un éloignement des guérilleros espagnols n'est donc pas nouvelle, puisque le préfet de l'Aude l'avait déjà soumise à Jules Moch deux ans auparavant.

Après avoir analysé les tenants de l'opération Boléro-Paprika, il est temps de se pencher sur ses aboutissants : que sont devenus ces communistes qui ont choisi - ou ont été forcés - de trouver refuge dans le bloc de l'Est?

Les réfugiés politiques espagnols dans le bloc de l'Est : le cas des Espagnols en RDA

L'exil politique espagnol ne se concentre pas en RDA, il y a aussi des exilés espagnols dans d'autres pays du bloc de l'Est, regroupés au sein de collectifs, terme cher aux démocraties populaires 2 Nous n'avons ici ni le temps ni les ressources nécessaires pour analyser chaque collectif dans espagnols en RDA et principalement celui de Dresde.

Le transfert vers l'Est

Avant de s'intéresser aux transferts vers l'Est des communistes espagnols, il est nécessaire de s'interroger sur les raisons qui les ont conduits à l'Est et non pas dans les départements français d'Algérie ou de Corse. Leur a-t-on laissé le choix entre la résidence surveillée ou l'expulsion ? Selon un communiqué du préfet de Haute-Garonne en date du 7 septembre 1950 1, « Dans un souci de libéralisme et d'humanité, le gouvernement français a leur pays d'origine, entre une assignation à résidence en dehors du territoire continental ou un acheminement vers les pays de l'Est où semblaient les appelaient. Pourtant, se prononcer rompt avec la discipline du parti et viole la consigne qui consiste à ne formuler en cas d'arrestation aucune demande en vue d'être dirigé vers un pays étranger. Un compte rendu du haut-commissariat de la République française en Allemagne 2 nous renseigne de manière approfondie sur le transfert des personnes expulsées de France vers Kehl am Rhein puis à Hof Gutenberg.

Il y a au total trois convois par autocars qui se sont constitués au départ de Kehl : le premier convoi comprend 85 expulsés, le deuxième 34 et le troisième 7. Les personnes du premier et du troisième convoi sont remises sans difficulté aux autorités soviétiques. Par contre, le deuxième pose problème. Le préfet en charge de la zone française relate ainsi que : « Parmi les 34 expulsés du deuxième convoi se trouvaient 24 Espagnols. Bien que ceux-ci

aient entonné l'Internationale à l'arrivée en zone orientale 3, les autorités soviétiques contestant qu'ils étaient expulsés pour motifs politiques, ont refusé de les prendre en charge prétendant qu'il s'agissait de condamnés de droit commun du fait que leurs arrêtés d'expulsion mentionnaient comme motif "renseignements défavorables". » Une attestation est alors établie par le chef du convoi précisant que ces individus ont été expulsés pour activité politique hostile au gouvernement français.

Les autorités soviétiques auraient néanmoins obligé les expulsés à stationner dans un baraquement frontalier du 10 septembre 1950 au matin jusqu'au 12 septembre 1950. Le préfet signale alors, fait intéressant, que les autorités allemandes ne sont pas au courant des expulsions d'éléments politiques non-allemands via leur pays : pas à s'opposer à l'entrée de ces étrangers sur le territoire allemand si elles étaient amenées à constater que nous y avons introduit des éléments politiques non-allemands, tenus pour indésirables en France. » Il souligne par ailleurs le nombre d'expulsés ou de refoulés que ses services ont dû prendre en charge les neuf mois précédents : « Je crois devoir par ailleurs vous signaler que depuis janvier dernier mes services ont facilité le passage en Allemagne de 836 étrangers expulsés ou refoulés de France à la suite de condamnations, de rupture de contrat de travail, d'antécédents défavorables. »

L'opération Boléro-Paprika n'est donc pas une action isolée, les 126 étrangers expulsés lors de cette opération ne représentant qu'une petite partie des expulsions ayant eu lieu au cours de cette année là.

L'arrivée des expulsés en RDA

L'arrivée des expulsés espagnols s'effectue en deux groupes. Le premier groupe est parti dès le 9 septembre de France et est accueilli par la police populaire de Plauen, qui n'a été prévenue de rien. C'est d'ailleurs cette dernière qui en informe le ministère de l'Intérieur de la RDA. Le passage de la frontière est-allemande ne pose aucun problème. Les réfugiés espagnols souhaitent pour la plupart rentrer rapidement en France ou être redirigés vers Prague. Un deuxième groupe arrive à Dresde quelques jours plus tard (la date exacte est toutefois méconnue). Du convoi évoqué plus avant, les réfugiés sont hébergés de manière provisoire à l'hôtel Bayerischer Hof à Schleiz. Ce deuxième groupe, comme le soulignent les autorités est-allemandes, se trouve dans une plus grande indigence. Les premiers recensements réalisés dès le 12 septembre 1950 ne nous apportent que peu d'informations : les expulsés espagnols refusent de donner des informations avant d'avoir eu des instructions du PCE. À d'émigrés politiques 1 est accordé de manière relativement rapide à ces expulsés. En octobre, ces deux groupes sont hébergés dans un centre de vacance de la police 2 à Malchow (Mecklenburg). Une liste du 6 novembre 1950 dénombre 49 personnes, dont 34 Espagnols. La décision de les envoyer à Dresde est prise en décembre de la même année. Le 16 janvier 1951, les Espagnols déménagent dans les familles des expulsés les y rejoignent. En 1952, les autorités soviétiques réquisitionnent les bâtiments et les Espagnols sont alors relogés dans trois immeubles de la Neustadt, plus près du centre : la Hechtstrasse, qui reste

jusqu'à la dissolution du collectif le centre de l'immigration espagnole en RDA. Jouxant ces immeubles, une petite maison abrite le Spanienklub où se déroule pour l'essentiel la vie sociale de ces émigrés qui ne parlent pas - à deux exceptions près - l'allemand.

La structure sociale du collectif

Tous les hommes sont membres du Parti communiste espagnol (élément à l'origine de leur expulsion). À la suite du regroupement familial, nous pouvons observer que le collectif était constitué aux deux tiers d'hommes et d'un tiers de femmes (dont quatre femmes françaises qui ont rejoint leur mari espagnol). En mai 1951 (donc à la suite du regroupement familial), on comptait 85 personnes à Dresde : 31 hommes, 21 femmes et 33 enfants et adolescents. Un parcours de vie commun apparaît la reconstitution des trajectoires biographiques de chacun de ces expulsés : le combat républicain dès 1931, l'engagement dans l'armée républicaine en 1936, l'expérience de la Retirada en février 1939, l'internement dans les camps d'Argelès, Gurs ou le Vernet, pour certains, la participation aux GTE, l'engagement dans la Résistance française à partir de 1941... Il y a d'autres vagues d'émigration politique communiste espagnole en RDA dans les années soixante qui concernèrent principalement des étudiants, affiliés au PCE et en danger en Espagne ou encore des personnes âgées nécessitant des opérations médicales.

L'organisation politique des Espagnols en RDA

Le collectif est organisé politiquement même si, dans les premiers mois, l'organisation de cette émigration connaît quelques flottements. C'est ainsi qu'au début 1951, ignorant qu'Angel Alvarez a été, depuis 1949, « mis en congé » du CC pour « fautes idéologiques graves »², le SED le tient pour un responsable politique important et admet qu'il est le porte-parole du collectif. Vincente Uribe vient peu après de Prague pour mettre de l'ordre et nomme Celestino Uriarte, héros de la résistance antifranquiste basque, responsable de l'organisation.

En principe, ces communistes espagnols sont astreints à une réunion par semaine, consacrée à l'étude des fondamentaux du mouvement (Marx, Lénine, Staline). Mais avec les années, l'éloignement du pays et la solitude relative dans laquelle ces émigrés se trouvent, leur mobilisation s'émousse. L'isolement procède pour une large part de la méconnaissance de la langue, mais il vient aussi du fait que sur le plan politique local, les seuls interlocuteurs autorisés sont le Comité central du SED à Berlin et la direction locale du SED à Dresde dont ils dépendent directement. Par ailleurs, ils ne détiennent aucune fonction politique au sein du PCE : ils ne collaborent pas à Mundo obrero ou à Radio España Independiente ni ne participent pas aux décisions prises par le PCE à Moscou ou à Prague.

Les activités du collectif de Dresde sont supervisées par la délégation du PCE à Prague. C'est elle aussi qui prononce les exclusions ou les réintégrations dans le parti. Mais le SED exerce lui aussi sur ce collectif une tutelle évidente, exigeant du responsable un rapport mensuel. De même, à différents moments

- comme en 1950 à leur arrivée ou en 1968 avec la scission du PCE -, ces Espagnols sont surveillés par le ministère de la sécurité d'État, la Stasi (Staatssicherheit).

Aide financière et matérielle

Le soutien financier et matériel est pris en charge dans les premiers temps par le comité de solidarité populaire : il est principalement question d'achat de vêtements et du financement du voyage des familles des expulsés jusqu'en RDA. Par la suite, le comité de solidarité populaire finance l'achat de linge de maison, de meubles, le paiement des loyers... le statut de « persécutés du régime nazi » (VdN). Cette reconnaissance leur ouvre les droits au versement d'une pension ainsi qu'à d'autres « privilèges » (davantage de congés payés, soins médicaux prioritaires, aides au logement...) Les réfugiés politiques espagnols bénéficient d'une prise en charge active par la RDA. Cela ne se justifie pas uniquement par des raisons d'ordre humanitaire : en effet, ces Espagnols sont aussi en partie instrumentalisés par la RDA qui retire de leur présence une certaine légitimation aussi bien au niveau international que par rapport à sa propre population. En effet, la RDA se trouve elle-même dans une phase de construction et n'est pas reconnue par tous les pays. L'accueil d'expulsés politiques du bloc de l'Ouest sert alors sa propagande. De même, cela lui permet d'acquérir une certaine légitimité auprès de sa propre population, en accueillant une population persécutée par l'Occident, sans oublier que le mythe de la guerre d'Espagne est très présent dans cette nouvelle Allemagne dont le principe fondateur était l'antifascisme. Il est pourtant nécessaire de se demander si cette instrumentalisation est accompagnée par une politique d'intégration.

Conclusion

L'opération Boléro-Paprika a eu de nombreuses conséquences pour ces Espagnols, coupés de leurs compatriotes, mis à distance de leur pays d'origine, expulsés vers un pays inconnu. de manière bienveillante par la RDA: la loyauté politique affichée par ce groupe, son enthousiasme à participer à la construction du socialisme ainsi que le regain de légitimité que la RDA peut en tirer par rapport à sa propre population sont autant d'éléments qui ont encouragé

l'État est-allemand à faciliter la vie sociale et professionnelle de ces individus (sans pour autant négliger le contrôle et la surveillance de leurs activités). Cet accueil a été doublé d'une certaine intégration dans la société est-allemande, même si les contacts avec la population locale sont restés limités : les membres du collectif ont disposé d'un logement, d'un travail et leurs enfants ont tous été scolarisés. Pourtant, il n'est pas surprenant que leur intégration s'est heurtée à certaines limites, ces derniers étant convaincus que le retour en Espagne était imminent. Malheureusement, ils se sont trompés et un grand nombre d'entre eux est aujourd'hui enterré au cimetière des persécutés du régime nazi à Dresde. Certains ont pu tout de même rentrer en Espagne, mais n'ont pas retrouvé le pays qu'ils avaient pu mythifier dans leur exil.

Abréviations

DSF : Deutsch-Sowjetische Freundschaft, Société pour l'amitié germano-soviétique.

FDGB : Freier Deutscher Gewerkschaftsbund, Fédération des syndicats libres allemands.

FDJ : Freie Deutsche Jugend, Jeunesse libre allemande.

JSU : Juventud socialista unificada, Jeunesse socialiste unifié.

PCE : Parti communiste espagnol.

PCF : Parti communiste français.

VdN : Verfolgten des Nazis-Regime, Persécutés du régime nazi.